

Communiqué du Conseil National de l'UPF du 20 juillet 2018

Réaction du Conseil National de l'Union du Peuple Français à propos de **l'affaire Benalla** :

Au surlendemain de la découverte d'une vidéo identifiant le collaborateur d'Emmanuel Macron, Alexandre Benalla, frapper un manifestant et agresser une femme, l'Élysée est dans la tourmente.

Dans cette vidéo, on voit M.Benalla avec un casque de policier, un brassard «police» et nous apprenons qu'il possède une voiture avec du matériel de police...

Plusieurs questions se posent :

- Pourquoi la vidéo ne sort que maintenant ?

- Pourquoi a-t-il été envoyé en mission d'observation ?
- Comment a-t-il eu un casque de policier et le brassard «Police» ?
- Y aurait-il eu des complicités au sein des forces de l'ordre alors que nous apprenons la suspension de trois fonctionnaires de police ?
- Pourquoi est-il placé en garde à vue seulement maintenant ?
- Pourquoi M.Benalla a été protégé quand les policiers, eux, ne le sont pas et sont montrés du doigt immédiatement, au motif qu'ils ne devraient ni frapper et encore moins tirer même en situation de légitime défense ?

Et surtout, pourquoi M.Benalla n'a pas été limogé dès le lendemain des faits, comme a pu le faire Gérard Collomb avec le préfet du Rhône après l'attentat à Marseille le 1er octobre 2017 ?

Cette affaire d'État est le premier gros scandale du mandat présidentiel, comme l'a été l'affaire Cahuzac sous la présidence Hollande.

Le silence de M.Macron est tellement assourdissant qu'il nous rappelle ses écrits du 1er mai 2018 : *« Je condamne avec une absolue fermeté les violences qui ont eu lieu aujourd'hui et qui ont dévoyé les cortèges du 1er mai. Tout sera fait pour que leurs auteurs soient identifiés et tenus responsables de leurs actes »*.

Le gouvernement ment, trompe les Français. Les heures noires de la République ressurgissent et un président qui protège un individu ayant outrepassé ses fonctions, porte atteinte à la fonction présidentielle, déjà bien déconsidérée par des attitudes récentes inadaptées.

Nous attendons des explications claires et que l'on fasse la lumière sur un éventuel cabinet noir, puisque nous apprenons que Vincent Crase, le deuxième collaborateur d'Emmanuel Macron, est mis en cause...